



gouvernance néo-libérale sous leadership américain, dans l'optique de justifier ses actions répressives.

Avec une certaine légitimité, on peut donc s'interroger sur l'existence d'une **pensée unique**, structurellement favorable aux « rebelles », et *verrouillant* l'information sur le déroulement de la « révolution » syrienne – sous l'impulsion de l'*Organisation syrienne des droits de l'homme* (OSDH), étrange ONG politiquement (très) orientée et semblant avoir un monopole « légitime » sur l'information. Régulièrement émise par l'OSDH, l'information sur la nature et l'ampleur des massacres censés perpétrés par le régime Assad est, en effet, admise comme vérité scientifique par le *consensus médiatique* – formatant, par ce biais, une opinion publique internationale hostile au régime syrien. Toutefois, ce dernier reste – heureusement – soutenu par l'axe sino-russe.

L'issue, tant désirée par les promoteurs du *Printemps arabe*, ne semble désormais plus faire de doutes. Mais pour Moscou, c'est plutôt un **Hiver islamiste**, réchauffé par le doux soleil de la Charia, qui se prépare – avec, naturellement, la complicité américaine.

Comment et pourquoi en est-on arrivé là ? Et qui, surtout, y avait intérêt ?

### **Vers un point de non retour, pour réitérer le « scénario libyen »**

De manière indéniable, ce point de non retour a été favorisé de l'étranger dans le cadre d'une stratégie de communication politiquement orientée et unilatéralement focalisée contre la « dictature » Assad, désigné par le consensus médiatique comme *l'ennemi à abattre*.

Très clairement, dès l'origine, la rébellion anti-Assad a été financée et armée par des membres clés (riches en pétrodollars) de la Ligue arabe, principalement l'Arabie saoudite et le Qatar. Très vite, elle a été encouragée par l'administration américaine et ses alliés traditionnels, avides de s'insérer dans la vague révolutionnaire portée par l'histoire et, surtout, de profiter des **opportunités politiques** – dont celles de contenir les ambitions russes, voire chinoises, dans une région stratégique sur les plans politique et énergétique. Ainsi, dans un premier temps, la Turquie a discrètement servi d'appui logistique pour les « rebelles » et, dans un second temps, elle s'est ouvertement montrée désireuse de passer à l'offensive, c'est-à-dire à l'action armée sur le territoire syrien. Au nom de la liberté des peuples et, naturellement, de leur droit à disposer d'eux-mêmes – la *couleuvre* est, tout de même, dure à avaler. D'autant plus, si on est russe.

Les *infiltrations aux frontières* ont été nombreuses au début de la « révolution ». Comme par hasard, tous les points de conflits sont anormalement et systématiquement proches de la frontière syrienne – curieux, tout de même, que nos médias ne se soient pas interrogés sur cette troublante *coïncidence*. Cette situation est illustrée, depuis fin juillet, par la volonté des « rebelles » de contrôler certains postes-frontières dans le but de faciliter les « passages », autrement dit, les actions militaires et les attentats contre les positions syriennes.

Une telle configuration confirme l'hypothèse d'une **aide extérieure**, très tôt invoquée par le président syrien Bachar El-Assad et qui, sans surprise, n'a jamais été prise au sérieux par les médias occidentaux, perdus dans le ciel bleu du monde de l'ignorance apprise, alimentée par la seule information diffusée par l'OSDH. Loin d'être spontanée, cette « révolution » est donc *orientée* et, en ce sens, elle apparaît davantage comme une « évolution », impulsée de l'extérieur et sur laquelle surfent les stratégies manipulatrices de puissances ambitieuses. Mais, dans la mesure où il s'agit d'un retour en arrière sur le plan politico-social – surtout en ce qui concerne le statut de la femme et des libertés individuelles (dont politiques) –, je parlerai plutôt « d'involution ».

Tout a été fait, dans le cadre d'un *scénario programmé*, pour provoquer l'armée régulière et les structures de sécurité de l'Etat syrien de manière à les contraindre à une réaction violente et créer, par ce biais, une instabilité croissante *auto-cumulative*, à terme, potentiellement explosive. En outre, ce chaos a été aggravé par l'émergence de milices privées, parfois de nature religieuse, et échappant à tout contrôle gouvernemental. Au final, il s'agit d'atteindre un **seuil critique** (déclencheur de « l'explosion »), synonyme de guerre civile – quitte à sacrifier quelques civils, quotidiennement imputés par l'OSDH au « sanguinaire » président Assad ou, alternativement, à d'inévitables « dégâts collatéraux ». Et quitte, aussi, à générer une situation anarchique caractérisée par la *dé légitimation* des lois et structures étatiques. Une catastrophe programmée.

Aujourd'hui, l'Etat syrien, dont l'autorité est considérablement érodée, n'a même plus – au sens de Max Weber – le monopole de la « violence légitime » sur son territoire, traditionnellement considéré comme le socle de la stabilité d'un Etat-souverain. Désormais, le terreau est donc propice à la répétition du « scénario libyen », selon l'expression usitée de V. Poutine.

Sous prétexte de défendre les intérêts légitimes du peuple syrien, l'insidieuse politique arabo-occidentale a, objectivement et, sans doute, *consciemment*, contribué à ce chaos.

### **Complicité arabo-occidentale, au nom d'un troublant messianisme moral**

Les « Amis de la Syrie » ont, très tôt, instrumentalisé la crise syrienne pour défendre leurs propres intérêts qui font du départ d'El-Assad, la *pierre angulaire* de leur stratégie.

Les intérêts de cette coalition hétéroclite se rejoignent, sur certains points précis – dont celui de placer un pouvoir « ami », apte à gérer l'après-Assad –, et, à la base, ils sont structurellement opposés à ceux de l'axe sino-russe. Redoutant une **déstabilisation régionale**, l'axe sino-russe prône en effet une solution politique *négociée* qui n'implique pas, nécessairement, l'élimination du président syrien. Nuance politique essentielle, expliquant la division, donc l'impuissance du Conseil de sécurité de l'ONU à travers le blocage systématique de ses résolutions par les responsables russes et chinois – mais c'est aussi, cela, la démocratie. Sur ce point, on peut d'ailleurs s'interroger sur la *viabilité* d'une résolution prônant une « transition démocratique » en Syrie et soutenue par l'étrange tryptique Arabie Saoudite-Qatar-Turquie. Avec le blanc-seing occidental...

Des intérêts économiques (contrôle de l'énergie), politiques (lutte d'influence) et stratégiques (inflexion des rapports de force) sont les *enjeux* sous-jacents au conflit syrien exacerbé, en définitive, par la montée brutale d'Al Qaïda (reconnue par Washington) et par l'opposition religieuse sunnites/chiïtes. Dans son essence, cette opposition forme une *ligne de fracture confessionnelle* auto-destructrice et à jamais ré-ouverte, parce que politiquement non neutre – et facilement manipulable, donc utile aux régimes hostiles au maintien du président Assad.

Le *leitmotiv humanitaire*, a été à la fois le fil conducteur et l'habillage légitime de l'ingérence croissante de la coalition arabo-occidentale dans le processus politique interne de la Syrie. Ce **devoir d'ingérence** progressivement institué devrait, à terme, justifier une intervention (sous une forme à définir) dans l'optique de renverser le régime Assad et, s'il le faut, sans la *légitimité onusienne* – pour contourner le barrage sino-russe. Désormais, avec le soutien actif des services secrets allemands, américains, britanniques et français, tous les efforts de la coalition arabo-occidentale sont concentrés vers cet ultime objectif. Pour l'heure, l'idée d'imposer une *zone d'exclusion aérienne* (définie comme zone de sécurité) pour créer un « couloir humanitaire » fait, peu à peu, son chemin. Le problème est qu'un tel « couloir » a, déjà, fait l'objet d'une

*instrumentalisation* politico-militaire en d'autres lieux et d'autres temps. Pour Moscou, une telle leçon ne s'oublie pas et, surtout, ne doit plus se répéter.

L'essentiel est d'arriver, après la réélection d'Obama, au **point de basculement** de la crise (« seuil critique ») provoquant l'intervention finale et, en cette fin d'été, nous y sommes proches. Cette intervention militaire est rejetée par russes et chinois, psychologiquement marqués par les tragédies serbe (1999), irakienne (2003) et libyenne (2012), où la *manipulation* des règles internationales et des mécanismes onusiens a été flagrante, mettant en cause, selon eux, la légitimité de la gouvernance mondiale. De façon troublante, cette transgression des règles est réalisée au nom de *valeurs morales* supérieures, selon la tradition post-guerre froide inaugurée par la vertueuse Amérique, investie de sa « destinée manifeste » et de son libéralisme triomphant – un discours, certes, bien rôdé.

Un sous-produit de cette inconscience politique occidentale a été la propagation du **syndrome révolutionnaire**, via un Islam radical moralisateur, au-delà de l'Echiquier arabe : dans le monde post-soviétique et sur le continent africain, au Mali pour commencer, avec l'extension de la Charia. Avec, à la clé, d'irréversibles dégâts collatéraux.

Pour l'axe sino-russe, il y a une *ligne rouge* à ne pas franchir dans cette partie stratégique dominée par les grandes puissances – notamment, en Syrie. Mais les dés sont, déjà, pipés.

### **Poursuite du reflux russe sur l'Echiquier arabe, sous bienveillance américaine**

Dans l'hypothèse d'un renversement du président Assad, la Russie (avec la Chine et l'Iran) serait la principale perdante.

Pour rappel, la Syrie est un des principaux alliés de l'Iran dans la région et la disparition d'Assad isolerait davantage Téhéran – ce que souhaitent, pour diverses raisons, de nombreux Etats arabes et occidentaux. D'autre part, le renversement d'Assad risquerait de déstabiliser le Liban et au moins, d'y redéfinir le *jeu politique interne* avec, notamment, l'affaiblissement du Hezbollah libanais. L'évolution syrienne est donc politiquement non neutre pour l'Etat israélien et sa stratégie au Moyen-Orient et, en ce sens, pour le **destin géopolitique** de la région.

A cela, il convient de préciser que l'Azerbaïdjan, ex-république de l'URSS très sensible désormais – comme d'autres Etats de la périphérie post-soviétique – aux *sirènes américaines* (et à leurs dollars), rêve de créer un « Grand Azerbaïdjan » étendu à une partie de l'actuelle Iran. Dans cette optique, l'affaiblissement de l'axe Iran-Syrie serait une bonne chose pour ses prétentions territoriales. Moscou redoute un tel scénario, d'autant plus qu'il nuirait dangereusement aux intérêts de son fidèle allié et partenaire stratégique, l'Arménie – dont l'existence (et celle de ses bases militaires) serait, dès lors, menacée.

En outre, par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, la Turquie – véritable base arrière et levier de l'influence américaine en Eurasie – revendique, de manière troublante, le rôle de « pionnier du changement démocratique » au Moyen-Orient. En fait, la défense de ses intérêts nationaux – qui intègrent le « problème » kurde – a incité la Turquie à s'ingérer dans la crise syrienne. Et, surtout, elle l'oblige à maintenir une *veille stratégique* dans le Nord de la Syrie convoité, selon Ankara, par les « extrémistes kurdes ». Enfin, il faut rappeler que la Turquie rêve toujours d'un Empire ottoman étendu à l'Asie centrale ex-soviétique. Tout est donc en place, pour la partie finale.

Tendanciellement, on assisterait donc à la poursuite du **roll back** (reflux) de la puissance russe, conduite par l'administration américaine depuis la fin de la Guerre froide et qui vise, aujourd'hui, à affaiblir ses alliances traditionnelles – donc, son pouvoir potentiel sur longue période – en zones arabe et post-soviétique. Car, qu'on le veuille ou non, l'administration Obama est objectivement tentée *de manipuler* les « révolutions » pour, à terme, étendre sa *zone d'influence* et sécuriser, par ce biais, les principales sources d'approvisionnement et routes énergétiques – d'où l'intérêt de « stabiliser », c'est-à-dire de *contrôler* politiquement la Syrie, le Liban et l'Iran, véritables **nœuds stratégiques** de la région. Une telle extension se réaliserait au détriment des dernières positions russes, héroïquement tenues sur l'Echiquier moyen-oriental et, en particulier, en Syrie, face à la pression médiatique et politico-militaire de la coalition arabo-occidentale – mais, pour combien de temps encore ?

Dans cette optique et de manière officielle, l'administration américaine vient de reconnaître la nécessité de *renforcer significativement* son soutien au « processus révolutionnaire et démocratique » en œuvre en Syrie. Dans ses grandes lignes, cette action s'inscrit dans le prolongement de sa récente ingérence – via de douteuses ONG – dans le processus électoral russe et, de façon plus générale, dans le cheminement politique incertain de la périphérie post-soviétique en vue d'y imposer la « démocratie ». Naturellement, selon les normes occidentales.

Ce faisant, Washington officialiserait une stratégie qui, en réalité, a commencé bien plus tôt. Tendanciellement, cette stratégie s'appuie sur la **démocratie** comme nouvelle *idéologie implicite et globalisante*, vecteur de sa domination politique dans le monde. Au regard d'une lecture plus structurelle de la crise syrienne, médiatisée par les intérêts des puissances majeures, cette attitude américaine n'est pas une surprise et, au contraire, semble cohérente avec une *ligne de long terme* axée sur la défense de son leadership régional – contre les intérêts russes.

L'hyper-puissance américaine avance ses pions, inéluctablement.

### **L'Arabie saoudite, nouveau « pivot géopolitique » de l'hyper-puissance ?**

La poursuite du « Printemps islamiste », à dominante sunnite, renforce les positions de l'Arabie saoudite dans la région et donc, de manière indirecte, les prérogatives de l'axe USA-OTAN.

Sur ce point, on remarquera que les monarchies du Golfe, qui sont (très) loin d'être plus démocratiques que la Libye et la Syrie ont été, jusque là, étrangement épargnées par la vague révolutionnaire. Avec une certaine légitimité, on peut donc se demander pourquoi ? Et pourquoi passe-t-on sous silence le sort des 80 000 chrétiens expulsés de leurs foyers par les « révolutionnaires » syriens dans la province d'Homs, en mars 2012 ? Enfin, pourquoi ne parle-t-on pas des persécutions quotidiennes de la population chiite (majoritaire à 70%) au Bahreïn, associée à un verrouillage total de l'opposition (et de l'expression) politique ? Cette répression est « supervisée » par l'armée saoudienne encline, à la moindre occasion, à faire intervenir ses chars – sorte d'application arabe de la doctrine Brejnev de « souveraineté limitée » – et cela, quels qu'en soient les coûts humains. Terrible et révélateur *silence médiatique*.

La réaction occidentale a été tout autre lorsque la Russie est – justement – intervenue avec ses chars en Géorgie en 2008, pour protéger ses ressortissants et ses soldats d'un massacre annoncé, après l'inquiétante initiative du président Saakachvili. Comment expliquer cette lecture des Droits de l'homme (et des peuples) à *géométrie variable* ? Et pourquoi les chars russes seraient-ils plus « coupables » que les chars arabes – ou américains, en d'autres circonstances, lors des « croisades » morales punitives ? Pour Moscou, une telle situation confirme le maintien

d'un *esprit de Guerre froide* visant à la marginaliser, de manière définitive, sur la scène internationale. Un « deux poids, deux mesures » politiquement insupportable, et presque blessant.

La principale conséquence de l'extension de la domination sunnite au Moyen-Orient gagné par la contagion « révolutionnaire » est que, par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite, comme **levier d'ingérence** privilégié, l'administration américaine renforce son contrôle de la région. Parce que, par définition, il sera dorénavant plus facile pour Washington d'actionner *un seul* levier pour dicter sa politique régionale et défendre, ainsi, ses intérêts de grande puissance. Dans ce schéma, l'Arabie saoudite devient une *pièce maitresse* (« pivot », au sens de Brzezinski) des Etats-Unis sur l'Echiquier arabe permettant, désormais, à l'hyper-puissance d'agir sur les événements et d'orienter le jeu, sans véritable opposition. Une contrepartie possible serait alors, pour Washington, de tenir compte des *intérêts politiques* de l'Arabie saoudite dans les régions musulmanes de l'ex-espace soviétique, âprement convoitées dans le cadre de son face-à-face avec la Russie. En ce sens, la crise syrienne cache un enjeu politique plus global, fondamentalement *géostratégique* – et, de manière indiscutable, lié au déroulement de la Guerre tiède.

Cette tendance au renforcement de la *gouvernance unipolaire*, légitimée par l'éclatante victoire américaine de la Guerre froide, est officiellement et régulièrement dénoncée par Vladimir Poutine, depuis son fameux discours de Munich de 2007 sur la sécurité dans le monde. Les faits, comme les hommes, sont – parfois – têtus.

Paradoxalement, les **involutions arabes**, sous bienveillance américaine, ne feront qu'accélérer cette tendance (2).

Et, maintenant, que faire ?

Jean Geronimo, Spécialiste des questions économiques et stratégiques russes, [Jean.Geronimo@upmf-grenoble.fr](mailto:Jean.Geronimo@upmf-grenoble.fr)

## Notes

(1) <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine sur la politique étrangère russe, 27/02/2012 – RIA Novosti.

(2) Les crises arabes et leurs implications géopolitiques pour la Russie, sont traitées dans le post-scriptum (50 pages) inséré dans la nouvelle édition de mon livre : « **La Pensée stratégique russe – Guerre tiède sur l'Échiquier eurasiatique : les révolutions arabes, et après ?** ». Préface de Jacques SAPIR, mars 2012, éd. SIGEST, code ISBN 2917329378 – en vente : Amazon, Fnac, Decitre (15 euros).